

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-intervention-francaise-au-Mali-une-colonisation-choisie>

# **L'intervention française au Mali, une colonisation choisie**

- Empire et Résistance - Afrique et Monde Arabo-Musulman -

Date de mise en ligne : vendredi 18 janvier 2013

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Est-ce la France qui est venue au secours du Mali ou le Mali qui est allé au secours de François Hollande, en proie aux sondages d'opinion depuis son élection, et en remontée soudaine (Ipsos), comme par enchantement, comme par effet mécanique de vases « communicants » ?**

Depuis plusieurs mois, François Hollande a martelé que l'Afrique devait se prendre en main, que son appui ne serait que « logistique », qu'il n'interviendrait pas au Mali, que cela n'était plus le rôle de la France d'être en première ligne dans les affaires internes d'Etats africains.

Alors, en dépit de la popularité de cette subite intervention, la France doit être accusée d'avoir laissé pourrir la situation pour n'intervenir qu'au moment psychologique où cela lui serait personnellement favorable.

Il n'y a pas eu d'élément déclencheur nouveau justifiant une plus grande pertinence d'une action militaire aujourd'hui plutôt qu'hier. Les villes tombées naguère (Tombouctou, Gao) entre les mains des rebelles ne sont pas moins importantes que celles qui sont à présent occupées (Diabali) par les « terroristes » (ils l'étaient déjà il y a quelques mois, ils ne le sont pas davantage aujourd'hui).

## La France est un *cow-boy* solitaire très entouré

Le dernier exemple connu d'intervention de la France, dans des conditions aussi coloniales, c'est la Côte d'Ivoire. Dans la sale guerre de Libye, une vraie coordination internationale avait eu lieu en amont ; en ce cas, la France est un peu devenue un assisté international, qui reçoit un « soutien limité » ici, des encouragements là, des appuis logistiques ailleurs, avant accessoirement de réunir le conseil de sécurité.

C'est que la France assiste autant qu'elle est assistée. Elle vient moins aider le Mali que réparer les dommages collatéraux de sa première guerre inachevée en Libye, à moins bien sûr de considérer que l'exécution de Kadhafi était un achèvement suffisant. Cette nouvelle guerre nous montre une France moins conquérante que dans son passé « glorieux » en Afrique, une France qui se tortille dans sa crise et va chercher quelques centimes de points de croissance dans un nouveau front.

Le président français, au plus bas dans les sondages, ne risque rien politiquement ; économiquement la France n'a strictement rien à y perdre. Soit qu'il ait fallu redéployer tout ou partie de ces soldats revenus d'Afghanistan et payés, comme les millions de chômeurs de Pôle emploi, à ne rien faire que se tourner les pouces dans des casernes. Soit que le fardeau de la guerre n'aggrave pas les finances publiques de la France et contribue au contraire, comme la réparation des dégâts dans la théorie économique, à la croissance.

## L'oeuvre des Maliens, la part de la France

En tout cas, le raid mené parallèlement en Somalie a été un échec du simple point de vue de son objectif initial : l'otage français à l'origine de l'intervention a été exécuté « odieusement » (forcément). Le Mali ne sera pas une terre plus sûre après le passage des Rafale. Les démocrates maliens, y compris le président déchu (Amadou Toumani

Touré, ancien général, démocratiquement élu en 2007 avec plus 71% des suffrages), ont échoué à prévenir cette crise.

Or c'était leur responsabilité d'anticiper et de gérer cette fronde islamiste. Quand une partie du corps est gangrenée, il faut pouvoir l'amputer, c'est très chrétien comme conception, mais cela peut aussi s'avérer juste. A défaut d'accords de gouvernement, la partition du Mali n'est pas un cas de figure apocalyptique ou une hypothèse taboue. Il s'agit d'un risque pratiquement banal dans les pays du Sahel... Dès lors que le chaos généralisé est évité, le pire (un nouvel Etat islamiste au Nord ou l'indépendance de l'Azawad) est une option : la charia ou la mort, peut-être faut-il enfin choisir.

Les chiens ne font pas des chats, la plupart des terroristes d'Aqmi et des rebelles d'Ansar Dine et du MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad) sont des Maliens à part entière, si détestables soient leurs méthodes, si douteuses leurs revendications, le pouvoir malien aurait dû composer avec eux. Le Mali est un pays essentiellement musulman : où sont le Qatar et les pays du monde musulman ? Que dit la Mauritanie voisine ?

Alors comme cela, ce sont la France, avec ses colonnes de char, ses forces aéroterrestres, et ses soldats-tout-terrain qui vont corriger Ansar Dine ? Des « mécréants » vont apprendre à vivre à des djihadistes, hein ? Attendons d'entendre la prochaine déclaration du (de Le) Drian, de voir la « dernière minute » de I-Télé ou LCI, qui nous en donneront confirmation.

Depuis l'arrivée de François Hollande, on se demandait dans quel(s) sens évolueraient les séculaires et indéfectibles liens de la France-Afrique (ou Afrique-France depuis Sarkozy)... Il y avait eu par exemple cette annonce qui nous était venue depuis la France comme quoi l'on ne parlerait plus de coopération mais de co-développement. Ceux qui pensaient que ces changements n'étaient que sémantiques sont en dessous de la réalité, même sémantiquement rien n'a changé. La preuve, au Cameroun par exemple, la France reste fièrement représentée par son « Service de Coopération », tout juste à côté du ministère des sports. Pourquoi les changements à la source, s'ils ont eu lieu, ne se sont-ils pas répercutés sur le terrain ? L'Afrique veut moins des coopérants dévoués que des coopérateurs respectueux, elle ne veut plus être un objet ou gadget international, elle veut être un sujet et projet global.

## Deux poids, autant de mesures

La guerre en Centrafrique est-elle juste parce que le porte-parole des assaillants s'appelle Eric et les enfants-soldats enrôlés ne sont pas des musulmans, je veux dire des islamistes (c'est-à-dire, dans la terminologie européenne, des musulmans barbus et méchants) ? Ou bien l'explication de cette révolte sélective de l'Elysée tient-elle dans le fait que la France ne peut accueillir tous les appels au secours du monde ?

Le Cameroun n'a envoyé qu'un contingent d'une centaine d'hommes en Centrafrique, la CEMAC (Sassou Nguesso en est le président en exercice) lui a presque forcé la main. Comparativement, le Bénin, dont la puissance de frappe est bien plus faible, a envoyé plus de trois cents hommes au Mali.

Malgré l'indifférence, ou la solidarité, à dose homéopathique, de son voisin le plus concerné, le Cameroun (qui a choisi de prêter ses bons offices non pas à Libreville, mais depuis les bords du Lac Léman), l'Afrique a condamné de manière générale le Séléka. Sans que cela n'émeuve la France. Qui n'a d'yeux que pour ses ressortissants. Les Centrafricains eux peuvent crever et s'entre-crever.

A titre personnel, je dis merci à la France de n'être pas intervenue en Centrafrique, qui n'a pas à sa tête un très

grand démocrate ; et j'implore le président français de ne plus intervenir en Afrique que dans le cadre d'opérations multilatérales dont la logique serait claire et connue de tous par avance. Pour ne plus donner le sentiment que la France est souvent piquée par un instinct de survie impérialiste.

Éric Essono Tsimi, pour l'[Autre afrik](#)

[Afrik.](#), le 18 janvier 2013.

- Lire aussi :

- [Mali : la CPI va-t-en guerre contre les crimes](#), par Harouna Fomba. Vendredi 18 janvier 2013.

[El Correo](#). Paris, le 18 janvier 2013.

Post-scriptum **Eric Essono Tsimi** est un dramaturge camerounais. Diplômé de l'université Laval, Qc-Canada (B.sc science politique et relations industrielles) et de l'Université catholique d'Afrique centrale, Yaoundé-cameroun (Master professionnel en contentieux et arbitrage des affaires) Il est l'auteur de l'ouvrage « Le jeu de la Vengeance » (éd. Sopecam, 2004), et publie régulièrement des tribunes dans les quotidiens Mutations et Le Messager au Cameroun et Slate Afrique.